

Quoi qu'il en soit, pour la première fois dans l'histoire des relations franco-africaines, la France poussait ouvertement ses protégés africains à se démocratiser, tout en manifestant sa volonté de lier désormais plus ou moins directement son aide en particulier l'octroi de nouvelles facilités pour le remboursement de la dette africaine ou son annulation pure et simple - aux efforts allant dans ce sens. Le moins que l'on puisse dire, c'est que les chefs d'État présents à La Baule n'ont pas adhéré de gaieté de cœur aux propos de François Mitterrand, les plus réservés étant Moussa Traoré (Mali) et Hissène Habré (Tchad), aujourd'hui évincés du pouvoir, ainsi que Gnassingbé Eyadéma (Togo), dont les pouvoirs, autrefois immenses, ont été rognés par l'opposition réunie en une conférence nationale en 1991.

La banqueroute économique et financière

La deuxième série de facteurs ayant ébranlé les autoritarismes africains est d'ordre économique et financier. La situation globale de l'Afrique à la fin des années quatre-vingt était dramatique, et elle le reste. Sensible depuis le milieu de la décennie précédente, la crise a atteint son paroxysme, signant même la faillite des rares havres de relative prospérité (Côte-d'Ivoire, Nigeria, Cameroun) bâtis sur la rente agricole ou minière. Tous les indicateurs économiques et sociaux sont en régression: l'agriculture stagne alors que la population ne cesse de croître; l'industrie recule; les cours des matières premières s'effondrent alors que les exportations chutent dramatiquement, la part de l'Afrique dans le commerce international ayant diminué de 50 p. 100 entre 1970 et 1985 (la perte des parts du marché est de l'ordre de 13 p. 100 pour le café, 35 p. 100 pour le cacao et 29 p. 100 pour le coton, produits dont l'Afrique est l'un des gros producteurs mondiaux); les services sociaux (écoles, santé) sont à l'abandon; les entreprises publiques, innombrables, sont en faillite après avoir accumulé les déficits. Au total, l'Afrique accuse une dette extérieure de 764 milliards de francs en 1990; au regard de son produit intérieur brut (P.I.B.), c'est la région du monde la plus endettée.

Ce bilan catastrophique, imputable aussi bien à la dégradation de l'environnement international qu'aux politiques menées par les dirigeants africains, est à l'origine de l'intervention des institutions de Bretton Woods (Fonds monétaire international et Banque mondiale) dans les économies africaines. Celle-ci prend la forme de plans d'ajustement structurel (P.A.S.), ensemble de réformes et de mesures de régulation conjoncturelles dont l'objectif est double: restauration des grands équilibres financiers à court terme, création des conditions d'une croissance durable à long terme. Le premier P.A.S. fut lancé en Afrique en 1979; dix ans plus tard, trente et un pays africains y étaient assujettis.

La réalisation des plans d'ajustement a des conséquences importantes sur les régimes africains. Conséquences directes d'abord, dans la mesure où le F.M.I. et la Banque mondiale subordonnent l'octroi de leur aide financière (les « facilités d'ajustement ») à l'adoption de mesures internes de libéralisation, de désengagement de l'État et de respect des droits de l'homme. Conséquences indirectes ensuite. En effet, les P.A.S. impliquent notamment une réduction drastique du train de vie de l'État, du fait de la diminution des effectifs de la fonction publique et des baisses de salaires pouvant aller, comme en Côte-d'Ivoire, jusqu'à 40 p. 100 ! Ils commandent donc une rigueur de gestion peu compatible avec les pratiques clientélistes et patrimoniales qui sont consubstantielles aux autoritarismes africains. Ne